

COMMUNAUTÉ D'ACTION DE MORLAIX

À Morlaix, un collectif pluriel, associations, citoyens engagés, élus et entreprises, s'est structuré autour de la **transition écologique** et de l'**autonomie alimentaire**, sous l'impulsion des « Artisan.e.s de la transition ».



**Février 2023
novembre 2025**

2 ans d'expérimentation

**≈ Douzaine de
structures**

mobilisées à chaque rencontre

10 ateliers

collectifs d'une journée

Des acteurs associatifs, publics, privés et des citoyens

Le collectif réunit des structures d'accompagnement des projets et initiatives citoyennes (Ré-sam, maison des associations ; Pôle ESS du Pays de Morlaix ; Ulamir-CPIE), des associations (Bretagne vivante, En vrac à l'Ouest, Goupil, Le Repair, Heol, Centre social Carré d'As, Les Gaziers de la baie, Buzuk, Éco-Bretons, Au fil du Queffleuth), des représentants de collectivité (ad-jointe à la transition écologique, technicienne en charge du PAT), des entreprises (coopérative Finis Terra, Essences bois, Doujan), ainsi que des citoyens engagés à titre individuel.

Ce qu'on retient

La richesse de la communauté tient à la diversité de ses membres, mais cette hétérogénéité est aussi sa **principale difficulté de gouvernance** : les citoyens engagés à titre individuel **peinent à se projeter** dans une coopération durable, faute de disposer des mêmes leviers d'action qu'une structure organisée. Un enjeu à anticiper pour toute communauté d'action ouverte à des individus. Les participants soulignent par ailleurs que des projets comme la SSA auraient mis plus de temps à se concrétiser sans les ateliers, qui ont servi à rassembler des acteurs prêts à se lancer ensemble.

Un cheminement de deux ans

Ce qui relie ces acteurs, c'est la **volonté d'agir ensemble** pour transformer les pratiques locales et répondre aux défis écologiques, alimentaires et sociaux du territoire. La communauté d'action est animée par trois structures locales, réunies sous l'appellation des « **Artisan.e.s de la transition** » : le Résam, l'Ulamir-CPIE et le Pôle ESS du Pays de Morlaix.

L'expérimentation, menée entre 2023 et 2024 par la Fonda et le Réseau national des maisons des associations (RNMA), est partie d'un défi mobilisateur, les transitions écologiques et l'autonomie alimentaire, pour créer un collectif durable capable de produire des réponses collectives. Les premiers ateliers ont posé un diagnostic : morcellement des initiatives, besoin de renforcer la participation citoyenne, difficulté à rendre visibles les actions menées. Le groupe a ensuite travaillé à une vision partagée à l'aide de la prospective, avant de structurer progressivement son fonctionnement : **une charte** qui pose les valeurs, les règles et l'orientation du collectif, validée à l'automne 2024 ; **une chaîne de valeur commune** pour rendre visibles les ressources mobilisées et les transformations attendues ; puis un premier travail sur **un dispositif d'évaluation partagé**. La fonction de soutien a joué tout au long du parcours un rôle de mobilisateur et de facilitateur auprès des acteurs du territoire.

La communauté s'appuie sur des projets concrets : le **Printemps des transitions**, événement fédérateur co-construit rassemblant habitants, associations et institutions, et l'expérimentation sur la **Sécurité sociale de l'alimentation (SSA)**, aujourd'hui animée par l'Ulamir-CPIE avec l'appui du Pôle ESS, du Résam et le Buzuk.

Les apports au territoire

L'expérimentation a renforcé l'interconnaissance entre des mondes qui se côtoyaient sans disposer d'un espace régulier de travail sur un sujet bien défini. Cette connaissance mutuelle nourrit la confiance, facilite la circulation des informations et encourage les coopérations bilatérales ou collectives.

Elle a permis d'articuler des dynamiques préexistantes dans les domaines de l'alimentation, de l'éducation populaire et de l'ESS, en leur offrant un espace commun de mise en lien et de renforcement mutuel. Elle a aussi conforté une culture de la coopération : apprendre à travailler autrement, à décider collectivement, à tenir des débats ouverts.

Enfin, la communauté d'action est devenue progressivement un **interlocuteur légitime** dans le dialogue avec les institutions, notamment autour du **Projet alimentaire territorial (PAT)** porté par la collectivité, tout en restant attachée à son indépendance et à sa dimension citoyenne. Le rapprochement des membres de la fonction de soutien reste l'élément le plus structurant de l'expérimentation : le projet de Sécurité sociale de l'alimentation rassemble aujourd'hui bien au-delà du cercle initial, première matérialisation concrète de cette nouvelle capacité collective du territoire.